



**Justice
& Paix**

POUR PARLER DE PAIX

Revue d'analyse des
conflits internationaux et
des enjeux de paix

Extrême droite : décrypter pour mieux résister





SOMMAIRE

ÉDITO

page 3

L'ACTUALITÉ : REGARDS ET POSITIONS

La banalisation des propos racistes
dans les médias

page 4

DOSSIER

EXTRÊME DROITE : DÉCRYPTER POUR MIEUX RÉSISTER

Première réflexion

Extrême gauche et extrême droite :
chou vert et vert chou ?

page 6

Deuxième réflexion

Décrypter les discours de l'extrême droite

page 9

Troisième réflexion

Résister, convaincre, rassembler :
comment repenser la gauche ?

page 12

PORTRAIT / POINT DE VUE

Léopold Verlaine Corbion, chercheur en sciences
politiques à l'Université libre de Bruxelles (ULB)

page 14

BRÈVES

page 15

ÉDITO



Chaque semaine, les nouvelles semblent repousser un peu plus loin les limites de ce qu'il était encore possible d'imaginer. Non pas seulement parce que les idées de l'extrême droite progressent, mais parce qu'elles cessent d'apparaître comme extrêmes. Ce qui relevait hier encore du scandale, s'installe aujourd'hui dans le langage courant. À force d'exposition, l'inacceptable finit par prendre les apparences du raisonnable. Dans le même temps, d'autres discours gagnent du terrain : le masculinisme, la glorification de la domination, le rejet des mouvements féministes, écologistes ou antiracistes présentés comme des menaces.

Cette revue est née d'un refus : celui de considérer cette évolution comme inévitable. Refuser cette forme d'engourdissement collectif qui transforme peu à peu les discours de rejet, d'exclusion ou de domination en simples variations du débat démocratique.

Les textes réunis dans cette revue n'ont pas la prétention d'apporter des réponses définitives à des phénomènes aussi vastes. Leur ambition est autre : observer, analyser, rendre visibles les mécanismes qui permettent à ces idées de s'installer durablement dans nos démocraties. Comprendre comment certains récits se construisent. Voir comment certains mots finissent par brouiller les repères.

Les volontaires de Justice & Paix ont voulu contribuer à ce travail car il existe un danger réel à ne plus nommer clairement ce qui est en jeu. Par ailleurs, décrypter ces mécanismes n'est pas un exercice théorique réservé aux spécialistes. C'est une nécessité démocratique. Comprendre comment circulent les discours, comment se fabriquent les récits de haine ou de division, comment certaines idées gagnent en légitimité à force d'être répétées, c'est déjà une manière de résister à leur installation.

À travers ces textes, une conviction demeure : rien n'est inéluctable. Les récits dominants peuvent être contestés. D'autres imaginaires politiques peuvent émerger. Mais nous nous devons d'abord de refuser l'indifférence et de regarder lucidement ce qui est en train de se transformer sous nos yeux.

Louise Lesoil

Les recommandations de lecture des volontaires de Justice & Paix

- ▶ **Ugo Palheta** - Extrême droite : La résistible ascension
- ▶ **Johann Chapoutot** - Les irresponsables
- ▶ **OCAM** - Rapport annuel 2024
- ▶ **Clément Viktorovitch** - Logocratie
- ▶ **Giuliano da Empoli** - Les ingénieurs du chaos
- ▶ **Hannah Arendt** - Les origines du totalitarisme
- ▶ **Umberto Eco** - Le fascisme éternel
- ▶ **François Debras** - Discours et contre-discours
- ▶ **Salomé Saqué** - Résister
- ▶ **Kiyémis (dir.)** - Pour la joie
- ▶ **Olivia Gazalé** - Le Mythe de la virilité

La BANALISATION des propos racistes dans les médias



« La ville des noir-es », une fausse information largement relayée dans les médias

Le soir du 15 mars, Bally Bagayoko, fraîchement élu maire de Saint-Denis au premier tour, est invité sur la chaîne de télé française LCI. Le nouveau maire met en avant le surnom historique de la ville, « la ville des rois ». Pourtant certain-es intervenant-es sur le plateau affirment entendre « la ville des noir-es ». La confusion aurait pu en rester là. **Elle va, au contraire, devenir le point de départ d'une séquence médiatique inquiétante.**¹

« QUE CE SOIT SUR CNEWS, CE N'EST PAS ÉTONNANT. CE SONT DES RÉCIDIVISTES EN CES TERMES LÀ. MAIS CE QUI EST LE PLUS SCANDALEUX, C'EST QU'IL N'Y A AUCUNE CONDAMNATION AU NIVEAU DE L'ÉLYSÉE »
BALLY BAGAYOKO
MAIRE DE SAINT-DENIS, SUR FRANCE INTER



En quelques heures, cette déformation est récupérée, amplifiée et même instrumentalisée. L'extrême droite s'en saisit et la brandit comme preuve irréfutable d'un « Grand Remplacement » en marche et assumé par les héritier-es de l'immigration. C'est donc à partir d'une fausse information largement relayée par les médias que nous allons assister à la **diffusion d'un racisme décomplexé dans le champ journalistique**. Ce qui suit est encore plus préoccupant. Sur certains plateaux, les insinuations se multiplient : remise en cause du processus démocratique de l'élection, association de l'élu à des réseaux narcotrafiquants, utilisation de métaphores déshumanisantes et animalisantes, telles que l'assimilation aux grands singes ou les analogies avec les sociétés tribales. **Ces interventions, aussi insultantes les unes que les autres vont s'enchaîner, sans contradiction. Et surtout, sans qu'aucune autorité n'intervienne pour mettre fin à ce triste spectacle médiatique.** Pire encore,

ces séquences se verront rediffusées, commentées, reprises dans une forme d'indifférence générale comme si les propos évoqués ne produisaient plus ce choc particulier dans les esprits, comme si la banalisation des propos racistes et discriminatoires était tellement profonde dans nos sociétés qu'elle a fini par devenir une norme dans les échanges sur la place publique. Le constat est sans appel : **La banalisation des propos discriminatoires sur les plateaux télé est une indéniable réalité.**

Le racisme conserve une forte intensité en Occident

Caricatures de singes à l'encontre de personnalités politiques, propos abjects sur certain-es artistes, nombreux-ses sportifs-victimes de chants racistes dans les stades. Ces exemples participent à la confirmation que le racisme conserve une forte intensité en Occident. **La tragédie de notre temps est qu'aujourd'hui ces discriminations sont émises, relayées et banalisées principalement par les médias.** Cette banalisation est un processus inscrit dans une temporalité longue, et qui s'explique par deux variables successives :

▸ Le soutien médiatique à l'extrême droite :

Les percées successives de l'extrême droite, au-delà des causes politiques, tiennent du fait qu'elle bénéficie aujourd'hui du soutien de grands groupes médiatiques². Il en résulte une certaine manipulation de l'opinion publique par la mise en avant de faits divers orientés, de la surreprésentation et de la crédibilisation d'un grand nombre d'intervenant-es réactionnaires mais aussi et surtout de la mise en avant de personnalités d'extrême droite, présentées comme

seules alternatives crédibles dans une « Europe en perte de vitesse ».

▸ L'agrandissement de la fenêtre d'acceptabilité :

Ce processus participe à élargir ce que l'on appelle la « fenêtre d'acceptabilité » : des propos autrefois relégués aux marges, trouvent désormais une place sur des plateaux à grande audience. Ils ne sont plus seulement exprimés : ils sont débattus, relativisés, parfois même légitimés³. Cet agrandissement passe ici par la répétition des mêmes sujets : immigration, sécurité, Islam, autorité de l'État. Mais aussi, par le fait de jouer sur les angoisses d'une partie de la population notamment en rapport avec la théorie du « Grand Remplacement » et par des propos chocs de plus en plus exposés, répétés et finalement acceptés par le public.

La lutte continue...

La lutte contre le racisme va au-delà du combat contre des préjugés. En effet, elle s'inscrit plus largement dans la lutte contre un système cherchant à garder un plafond de verre actif afin qu'un seul groupe de population ne bénéficie de ressources et de privilèges exclusifs. Et nous, que pouvons-nous faire à notre niveau ? La réponse est simple : conserver un esprit critique, soutenir des médias plus indépendants et ne pas hésiter à participer à toute action visant à dénoncer toute forme de discrimination dans notre société car il est de notre devoir de rappeler que **le racisme n'est pas une opinion mais bel et bien un délit.** Et, plus largement, de notre capacité collective à refuser que l'inacceptable devienne, peu à peu, acceptable.

Philippe Kamitatu Etsu

1. Blast. (2026). *Saint-Denis « ville des Noirs » : quand Apolline de Malherbe reprend les fake news de la pire extrême droite*. <https://www.blast-info.fr/articles/2026/saint-denis-ville-des-noirs-quand-apolline-de-malherbe-reprend-les-fake-news-de-la-pire-extreme-droite>
2. Bougerol, E. (2024, 31 décembre). *Si la banalisation de l'extrême droite se résumait aux médias Bolloré, ça se saurait. Basta!* <https://basta.media/si-la-banalisation-de-l-extreme-droite-se-resumait-aux-medias-bollore-ca-se>
3. 2025, 19 février. *Banalisé, acceptable... avant quoi exactement ? La fenêtre d'Overton*. <https://www.20minutes.fr/politique/4139359-20250219-banalise-acceptable-avant-quoi-exactement-fenetre-overton>

DOSSIER

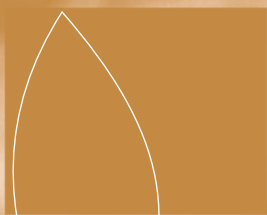
Extrême droite : décrypter pour mieux résister



Extrême gauche et extrême droite : chou vert et vert chou ?



L'extrême gauche et l'extrême droite seraient-elles équivalentes ? Ce rapprochement résiste mal à l'examen, tant au regard des fondements idéologiques de ces deux courants qu'à la lumière des statistiques sur les violences perpétrées. Face à ces amalgames, la vigilance s'impose.



Une tendance se dessine dans les discours de certain-es élu-es et éditorialistes qui consiste à mettre sur un pied d'égalité l'extrême droite et l'extrême gauche. Initialement portée par une classe politique qui se revendique du centre, cette posture repose sur l'idée que seule l'opinion médiane serait raisonnable et que les deux extrêmes constitueraient les deux faces d'une même pièce.

En Belgique, certains partis militent aujourd'hui pour que le cordon sanitaire, jusqu'ici réservé à l'extrême droite, soit étendu à l'extrême gauche. Les mots façonnent ainsi la réalité.

Mais de quoi parle-t-on exactement lorsque l'on parle d'extrême gauche et d'extrême droite ?

Deux idéologies radicalement différentes

Afin d'évaluer la pertinence du rapprochement entre les deux extrêmes, il convient de commencer par les définir et les identifier.

L'extrême gauche est un courant multiple, difficile à circonscrire, qui peut regrouper, à titre d'exemple, des mouvements communistes ou anarchistes. De manière non exhaustive, des militant-es féministes, écologistes, antifascistes peuvent également se revendiquer de l'extrême gauche. L'extrême gauche est, en tout cas, traversée par une pensée profondément anticapitaliste, égalitariste et internationaliste.

Ce qui la distingue de la gauche classique c'est sa remise en cause de la légitimité des institutions : là où la gauche joue le jeu électoral et cherche à atteindre l'égalité par les réformes au sein du système en place, l'extrême gauche y voit une validation du système capitaliste. Cette dernière cherche à renverser l'ordre établi et peut, ainsi, parfois considérer la violence comme un moyen légitime d'arriver à ses fins, face à ce qu'elle identifie comme une violence d'État.

L'extrême droite, elle, ne cherche nullement à renverser un ordre établi mais à s'en emparer au profit d'une hiérarchisation entre les populations. Qu'il s'agisse de groupes néonazis, néofascistes, royalistes, suprémacistes ou nationalistes par exemple, ils portent tous une vision du monde fondée sur l'inégalité naturelle entre les peuples

et les gens. **L'extrême droite est, ainsi, marquée par la xénophobie, le nationalisme, le rejet des minorités et des différences.** Elle utilise l'exacerbation du sentiment national et le retour aux traditions pour légitimer l'exclusion de l'autre. Pour y parvenir, l'extrême droite estime légitime de restreindre les libertés individuelles et de mettre en place des régimes autoritaires.

Ces courants sont-ils équivalents sur le plan des valeurs ?

Il appartient à chacun-e de se forger sa propre opinion mais il nous semble difficile, au vu de ce qui précède, de justifier que ces deux courants de pensée soient du même ordre.

Si l'on peut légitimement remettre en cause le recours à la violence de certain-es militant-es d'extrême gauche comme les velléités totalitaires de certains courants, il reste que l'idéologie qui fonde ce courant vise à atteindre l'égalité entre tous les êtres humains.

À l'inverse, l'extrême droite justifie l'usage de la violence pour exclure de la société des individus jugés inférieurs, en raison de leurs origines, de leur identité ou encore de leur choix de vie.

Il ne s'agit nullement ici d'excuser les dérives de l'extrême gauche ou de soutenir que la fin justifierait les moyens, mais plutôt de constater que l'idéologie sous-jacente de l'extrême gauche ne peut pas être comparée dans ses fondements avec l'idéologie de l'extrême droite.

Les deux courants seraient-ils aussi dangereux l'un que l'autre ?

Selon le dernier rapport publié de l'OCAM, portant sur l'année 2024, les cas de violences associés à l'extrême droite représentent 5% des signalements, contre 1% pour l'extrême gauche¹.

Si l'OCAM note une augmentation des incidents liés à l'extrême gauche en 2024, ceux-ci se traduisent majoritairement par « des incidents mineurs, sans acte de violence à proprement parler ».

La violence de l'extrême droite est d'une autre nature et d'une autre magnitude comme l'explique Pietro Castelli Gattinara, professeur de communication politique à l'ULB et chercheur associé au centre d'étude sur l'extrémisme de l'université d'Oslo : « Si, dans les cas de l'extrême gauche, il s'agit souvent de dégradations, d'affrontements ou d'attaques envers la police lors de manifestations, pour l'extrême droite, cela va jusqu'aux attentats de masse, rapprochant certains groupuscules de la mouvance djihadiste, ainsi qu'à des violences ciblées contre des minorités, encore assez fréquentes en Europe occidentale »².

Le rapport de l'OCAM souligne d'ailleurs que les extrémistes de droite constituent « le deuxième groupe le plus important dans la Banque de données commune T.E.R³. ».

À l'échelle mondiale, la tendance est tout aussi nette. Comme le rappelle Stéphane Baele, professeur de sciences politiques à l'UCLouvain en s'appuyant sur des bases de données comme le *Global Terrorism Database* : « la violence politique dans les pays de l'OCDE connaît depuis une dizaine d'années une tendance claire. Comme le révèlent les bases de données répertoriant les actes terroristes telles que le *Global Terrorism Database*, elle est en grande majorité inspirée par des idéologies ou visions du monde d'extrême droite, à l'instar des massacres de Christchurch (Nouvelle-Zélande), Buffalo (USA), ou Hanau (Allemagne), pour ne citer que quelques incidents parmi des centaines »⁴.

Ainsi, non seulement les violences d'extrême droite sont plus fréquentes mais

1. Voy. <https://ocam.belgium.be/publication/rapport-annuel-2024/> ;

2. C. BUSSOLI, « Vrai ou faux : l'extrême gauche est-elle réellement plus violente que l'extrême droite ? », *Le Soir*, 25.09.2025, disponible sur : [3. Banque de données Terrorisme, Extrémisme, processus de radicalisation, aussi indiquée : BDC TER – il s'agit d'un outil belge centralisant les informations sur les personnes radicalisées ;](https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/336377/1/Article%20, consulté le 25.04.2026 ;</p>
</div>
<div data-bbox=)

4. C. BUSSOLI, idem ;

elles sont aussi considérablement plus graves dans leur nature.

Il est donc trompeur de placer l'extrême gauche et l'extrême droite sur un même plan. Ceci est d'autant plus vrai que les mouvements qui sont aujourd'hui qualifiés d'extrême gauche ne le sont généralement pas au regard des définitions susmentionnées.

Le danger du glissement sémantique

Dans le discours public, nous observons un usage croissant du terme « extrême gauche » de manière trompeuse.

Être antifasciste, par exemple, signifie uniquement le rejet d'une doctrine fasciste et autoritaire, ce qui n'implique pas nécessairement une volonté de renverser l'ordre établi en ayant éventuellement recours à la violence. Pourtant, les personnes se revendiquant de l'antifascisme sont régulièrement pointées du doigt pour être d'extrême gauche.

De même, s'engager pour l'écologie, pour le féminisme ou pour l'égalité dans l'accès aux droits sociaux, par exemple, ne traduit pas automatiquement une appartenance à l'extrême gauche.

Ce glissement sémantique n'est pas anodin. Dans une société où les deux extrêmes sont présentées comme équivalentes, coller

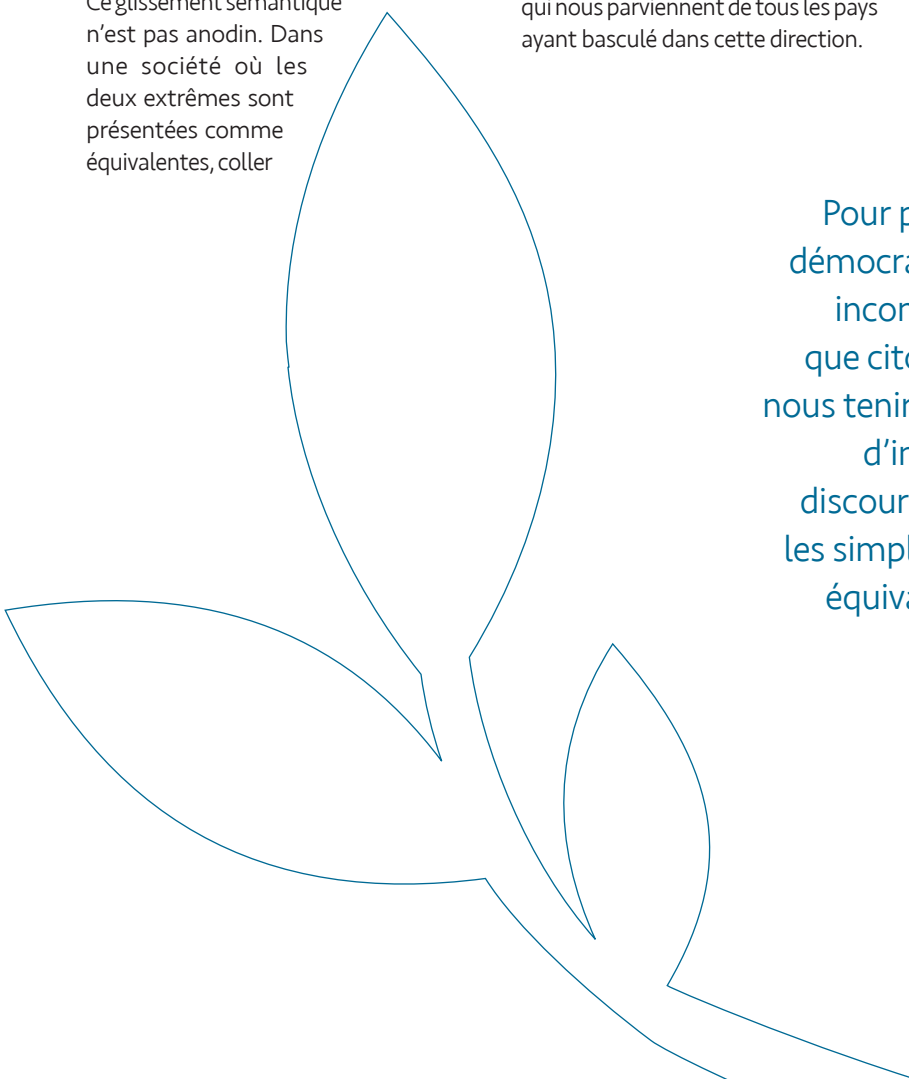
cette étiquette suffit à discréditer un propos, à le rendre inaudible. Qualifier d'extrémistes, sans fondement, les politiques, les militant·es, les membres de la société civile qui défendent l'égalité, les droits des minorités, les droits humains et les libertés fondamentales revient à les décrédibiliser, alors même qu'ils et elles s'inscrivent pleinement dans le cadre démocratique. Dans nos démocraties modernes, le langage, les mensonges et les distorsions de réalité sont utilisés, pour modeler la perception des citoyen·nes et façonner l'opinion publique.

Cette pratique a une conséquence politique directe : la minimisation du danger que représente l'extrême droite. En Belgique, certain·es ont affirmé que « *l'extrême gauche avait le monopole de la violence* ». En France, des responsables politiques de droite ont plaidé pour un front républicain dirigé contre La France Insoumise plutôt que contre le Rassemblement National. Désigner l'extrême gauche comme le principal péril de nos sociétés, c'est mécaniquement relativiser la menace que fait peser l'extrême droite sur nos démocraties - et ce, malgré l'Histoire et les exemples de dérives autoritaires contemporaines qui nous parviennent de tous les pays ayant basculé dans cette direction.

De tels glissements ne sont pas sans précédent. George Orwell et Hannah Arendt avaient montré comment les régimes totalitaires prospèrent en inversant le sens des mots pour neutraliser la pensée critique. L'historien Johann Chapoutot le rappelle dans *Les Irresponsables* : **si les nazis sont parvenus au pouvoir, c'est parce qu'une classe politique conservatrice et libérale a choisi de s'allier avec eux plutôt que de composer avec la gauche et l'extrême gauche, qui était représentée comme le plus grand danger de la société.** La complaisance face à l'extrême droite n'est pas une posture nouvelle : ses conséquences sont connues.

Pour protéger nos démocraties, il nous incombe, en tant que citoyen·nes, de nous tenir informé·es, d'interroger les discours, de refuser les simplismes et les équivalences trop commodes. Face aux affirmations péremptoires qui nous sont imposées dans le débat public, **il nous faut revenir aux faits et à l'Histoire.**

Pour protéger nos démocraties, il nous incombe, en tant que citoyen·nes, de nous tenir informé·es, d'interroger les discours, de refuser les simplismes et les équivalences trop commodes.



Décrypter les discours de l'extrême droite



Depuis 2016, mais surtout depuis 2024 et la seconde élection de Donald Trump, nous faisons face à un renouveau du discours de l'extrême droite : utilisation d'un langage simple, raccourcis de la pensée, fake news, étouffement médiatique, etc. De plus, les réseaux sociaux sont devenus une véritable arme de propagande pour les partis politiques, mais aussi une nouvelle opportunité de diffuser largement des idées extrêmes pour n'importe quel·les citoyen·nes. Dans un contexte, marqué par la prolifération de ces discours, il est parfois difficile de reconnaître et de déconstruire les discours de l'extrême droite.



Comment identifier un discours d'extrême droite ?

L'identification des responsables politiques d'extrême droite est déjà complexe, alors identifier les discours qui sont omniprésents et souvent dissimulés partout dans notre société relève d'un véritable défi. Il est donc primordial de rappeler leurs caractéristiques pour bien les comprendre.

Les discours d'extrême droite tournent souvent autour de quatre thèmes : **l'idéologie inégalitaire, le sentiment national, la sécurité de la société et la remise en cause de la démocratie.**¹ Ces quatre conceptions sont omniprésentes dans les discours de la droite et de l'extrême droite.

Cependant, et c'est là où réside toute la difficulté, les responsables politiques n'utilisent pas ces appellations. Il ne s'agit jamais, selon eux, d'idéologie inégalitaire fondée sur des différences liées à l'origine, au genre ou à l'orientation sexuelle, mais plutôt de la promotion d'une « méritocratie », où chacun-e aurait les mêmes chances de réussir à condition de fournir suffisamment d'efforts.

De la même manière, il s'agit moins d'un sentiment national que d'une fierté de faire partie de leur grande nation. Mais qui fait partie de cette grande nation ? Derrière cette fierté se cache souvent une logique d'exclusion visant celles et ceux qui ne répondent pas à certains critères : valeurs, culture, origine, etc.

Cette logique se prolonge dans la question de la sécurité de la société. Une police mieux armée pour un quartier plus sûr. Il n'est pourtant pas précisé que les personnes discriminées par cette nouvelle sécurité sont souvent les mêmes : les personnes précarisées, les héritier-es de l'immigration et les femmes.

Enfin, **la remise en cause de la démocratie est bien plus insidieuse.** On ne la perçoit généralement que lorsqu'il est trop tard. Pour exemple, au sein du Mouvement Réformateur (MR), le ministre de l'Intérieur Bernard Quintin nous propose ainsi un avant-projet de loi visant l'interdiction des activités d'organisations que le gouvernement jugerait « radicales » sans passer par le tribunal.² Ce projet confère un pouvoir considérable à l'exécutif, qui à lui seul pourrait définir ce qui serait considéré comme « trop radical ».

Comment ces discours sont-ils acceptés par les citoyen·nes ?

Clément Viktorovitch, docteur en science politique, chercheur et chroniqueur français, reconnu comme l'un des meilleurs experts en analyse du discours et rhétorique, propose une clé de lecture en remettant au goût du jour le concept de « logocratie ». Il la définit comme « une pratique du pouvoir dans laquelle le peuple se voit entravé dans sa capacité à se forger un jugement par ceux qui, s'étant emparés de la parole officielle, ont également acquis et se résolvent à utiliser le pouvoir d'imposer leurs mots contre le réel »³. **Mentir devient alors la norme pour nos responsables politiques qui poussent à éroder chaque jour notre capacité à forger notre propre jugement, pilier fondamental d'une démocratie.**

La logocratie ne couvre pas l'ensemble des pratiques rhétoriques que les dirigeant-es politiques utilisent pour propager leurs idées. Donald Trump est à ce jour l'exemple le plus connu qui illustre et qui utilise parfaitement ces nombreuses techniques. Chaque jour, le président des États-Unis poste une pléthore de tweets. On ne compte plus le nombre de mensonges disséminés dans ses tweets ou ses discours. Il ne veut pas convaincre, il veut convertir. Il veut que l'on parle de lui et il veut choquer. Il inonde les médias et les réseaux sociaux pour que l'on cesse de s'offusquer à chaque prise de parole. En faisant cela, il banalise ses propos, souvent extrêmes, sur les différents points de vue de sa politique : immigration, écologie, défense, féminisme, etc. **Et c'est en inondant les plateformes et en démultipliant les prises de parole qu'il parvient à bouger les lignes de ce qui est considéré comme un discours politiquement correct.** Ce qui était inacceptable d'entendre et de penser pour la population devient alors acceptable à force de l'entendre constamment.

La rhétorique européenne est **moins agressive et moins étouffante** que la rhétorique trumpiste, mais on y retrouve **les mêmes procédés.** Notre fenêtre d'Overton s'est aussi déplacée et les idées de « Grand Remplacement », de racisme anti-blanc et de masculinité sont aujourd'hui acceptées dans l'espace public comme des normes. Nous devons ce déplacement notamment à Eric Zemmour qui a martelé les médias et les pages de ses livres avec ses idées racistes et misogynes.

Lorsque Donald Trump prend la parole sur les réseaux ou dans les médias, il utilise des **procédés rhétoriques simples** qui parlent aux citoyen·nes. En utilisant des mots que tous·tes les citoyen·nes américain·es connaissent sans rentrer dans la complexité d'un développement. L'individu se sent alors **acteur·rice direct·e de la politique puisque les choses dont parle Donald Trump lui sont accessibles.**⁴

Enfin, le président des États-Unis, ainsi que les dirigeant-es européen·nes d'extrême droite ont besoin de fédérer et rassembler la population en une seule entité pour pouvoir dicter leurs idées. Elles et ils utilisent et attisent la peur de l'ennemi de l'intérieur.⁵

Notons que « Donald Trump n'est pas un accident de l'histoire »⁶. Lorsque la Guerre froide prend fin, l'URSS, ennemi principal, disparaît ; laissant le monde à un nouvel ennemi : celui de l'intérieur. Le 11 septembre et la guerre en Irak exacerbent cette idée. La guerre culturelle mise en place est nourrie par deux mouvements : une radicalisation religieuse et une crispation raciale. Les discours de Donald Trump sont très largement empruntés de ces deux dynamiques sous forme de populisme. Il incarne ces idées et en fait un combat personnel luttant pour une Amérique blanche, chrétienne et masculine.

1. F Debras François et Gio Sibylle, « "C'est d'extrême droite" : s'outiller pour qualifier des discours et des propositions politiques », dans *Revue politique*, url : <https://www.revuepolitique.be/cest-dextreme-droite-soutiller-pour-qualifier-des-discours-et-des-propositions-politiques/>, publié le 17 juillet 2024, consulté le 01 mai 2026.

2. Belga, « Epinglé par le Conseil d'Etat, l'avant-projet de loi du MR sur les organisations radicales va être modifié », dans *Bx1*, url : <https://bx1.be/categories/news/epingle-par-le-conseil-detat-lavant-projet-de-loi-du-mr-sur-les-organisations-radicales-va-etre-modifie/>, consulté le 01 mai 2025.

3. Viktorovitch Clément, *Logocratie*, Seuil, Paris, 2025, p. 242.

4. Vergnolle de Chantal François, « Qu'est-ce que le "trumpisme" ? », dans *Politique étrangère*, tome 2, 2020, p. 45-56.

5. Op. Cit.

Le rôle des réseaux sociaux

L'essor des discours d'extrême droite prend aussi une nouvelle tournure avec l'apparition et le développement des réseaux sociaux. Aujourd'hui, plus de deux tiers de la population est connectée à Internet, donc potentiellement à un réseau social. La tendance est plutôt à l'inverse : les individus se sentent de plus en plus isolé-es, ce qui favorise notamment une radicalisation et une simplification des débats. Le réseau social X amplifie cette dynamique en instaurant une limite de caractère obligeant les utilisateur-rices à aller droit au but en simplifiant leurs publications au maximum.

On observe quatre faits de l'impact des réseaux et de l'utilisation qu'en font les politiques :

- ▶ l'intensification de l'utilisation des réseaux sociaux ;
- ▶ l'agressivité du style de communication adopté plus négatif et plus direct ;
- ▶ l'engagement de l'électorat et des adhérent-es est plus interactif, individualisé, segmenté, voire personnalisé (comme l'explique très bien Giuliano da Empoli dans son ouvrage *Les ingénieurs du chaos*) ;
- ▶ enfin, on remarque une centralisation du pouvoir vers la figure du leader, souvent le leader du parti politique.⁷

On retrouve facilement ces quatre dynamiques au sein des discours de l'extrême droite et notamment sur les réseaux sociaux. Les individus de plus en plus isolé-es sont abreuvé-es par les algorithmes des réseaux sur ce qu'ils et elles aiment regarder sans offrir d'alternative.

Le masculinisme

Ce à quoi fait référence le discours masculiniste, c'est la vision occidentale traditionnelle de ce que signifie « être masculin » : être indépendant, être fort, maîtriser son environnement, ... La définition de cette masculinité passe aussi par la définition de la relation avec les femmes : être dominant, avoir le contrôle sur leur corps et sur leur comportement, ... C'est un discours marqué par la violence et la répression systématique du féminin.⁸

Ce type de discours n'est pas nouveau. Il semble d'ailleurs resurgir dès lors que des changements de société remettent en cause cette vision traditionnelle de la

masculinité, ce qui pose la question de la place de l'homme dans la société. Par exemple, la transformation du monde du travail sous l'effet de la mécanisation questionne la valeur de la force physique, traditionnellement perçue comme un trait masculin. De nouvelles formes de masculinité émergent alors, par exemple dans la recherche de performance ou la culture d'entreprise.

La récupération de ce discours par l'extrême droite n'est donc pas surprenante, puisque de nombreux changements de société sont assimilés à des politiques de gauche. Le mouvement d'émancipation des femmes et le soutien politique qu'il a reçu, par exemple, constitue une vraie menace aux yeux des masculinistes, puisque de nombreux lieux de la masculinité ont été ébranlés de cette façon. Les propos misogynes tenus par les figures de l'extrême droite s'inscrivent ainsi parfaitement dans la vision traditionnelle de la masculinité.

Plus généralement, et c'est un point commun à de nombreux discours d'extrême droite, les mouvements d'émancipation des communautés défavorisées inquiètent les communautés privilégiées, surtout lorsque ces mouvements trouvent du soutien de la part des politiques de gauche.

Le discours d'extrême droite se présente alors comme un discours protectionniste, en rupture avec un progressisme perçu (et décrié) comme dangereux, puisqu'il redéfinit littéralement la société. Dès lors, l'enjeu pour les citoyen-nes est avant tout de préserver leur esprit critique. Par la vérification des informations, la diversification des sources médiatiques, mais aussi par la capacité à déconstruire les discours simplistes qui désignent les boucs émissaires et opposent les individus entre eux.

Agir, c'est également refuser la banalisation des propos racistes, sexistes, LGBTQIA+phobes ou autoritaires dans les discussions du quotidien, sur les réseaux sociaux comme dans l'espace public. Les citoyen-nes ont aussi un rôle essentiel à jouer dans la défense des espaces démocratiques : soutenir les médias indépendants, les associations, les mouvements sociaux et les initiatives d'éducation permanente qui permettent de créer du débat, de la solidarité et du lien collectif. Car **les discours d'extrême droite prospèrent souvent sur l'isolement, la peur et le sentiment d'abandon.** À l'inverse, **reconstruire des espaces de dialogue, de justice sociale et d'émancipation collective constitue l'un des moyens les plus efficaces de lutter contre leur progression.**

Mathieu Stock et Alex Loué

6. Viala-Gaudefroy Jérôme, "Comprendre le trumpisme au-delà de Trump", dans *The conversation*, url : <https://theconversation.com/comprendre-le-trumpisme-au-dela-de-trump-255777>, publié le 2 mai 2025, consulté le 30 avril 2026.

7. Delwit Pascal et Van Haute Emilie (dir.), *Les partis politiques en Belgique*, 4e édition entièrement revue, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2021, p. 69.

8. Arte, "Viril - La masculinité mise à mâle (intégrale)", dans *Youtube*, url : <https://www.youtube.com/watch?v=xSbw9zs0yMA>, publiée le 10 mars 2025.

Résister, convaincre, rassembler :

comment repenser la gauche ?



Ces dynamiques ne renvoient pas uniquement à la circulation des discours dans l'espace public. Elles interrogent également la manière dont les forces politiques structurent, ou non, une réponse à ces évolutions. C'est aussi la capacité des partis progressistes à proposer une alternative lisible, unifiée et crédible qui se trouve questionnée. Dans cette perspective, il devient nécessaire d'examiner la situation actuelle de la gauche européenne

Depuis plus d'une dizaine d'années, l'Europe connaît un basculement politique marqué par la progression des droites radicales. Ce mouvement s'inscrit dans un contexte de crises économiques, sociales et géopolitiques successives, face auxquelles les partis de gauche européens peinent à apporter des solutions. Traversés par des divisions internes, ils apparaissent affaiblis, tandis que la polarisation du débat public, amplifiée par les réseaux sociaux et certains médias, contribue à renforcer les clivages. Dès lors, les partis de gauche peuvent-ils encore s'unir autour d'un projet commun ?

La gauche en crise

Les idéaux de la gauche aux XX^e et XXI^e siècles se sont historiquement construits autour de la défense de l'égalité, de la justice sociale et de l'émancipation collective. **Longtemps associée au mouvement ouvrier, elle s'est imposée comme une force de transformation sociale, économique et démocratique.** Pourtant, au cours des deux dernières décennies, cette dynamique s'est progressivement affaiblie, sous l'effet conjugué de crises multiples mais aussi d'un recentrage politique lié aux contraintes de gouvernance.

Comme le démontre l'étude réalisée par Green-Pedersen (2007), « *la compétition partisane s'organise de plus en plus autour d'une lutte pour l'appropriation et la définition des mêmes enjeux politiques, ce qui contribue à une convergence entre partis traditionnellement distincts.*¹ » De fait, les programmes des partis traditionnels : libéraux, socialistes, chrétiens-démocrates ou écologistes, tendent à devenir plus perméables, au point d'en perdre leurs idéologies principales.

Outre cet affaiblissement idéologique, les crises successives ont progressivement entraîné une défiance envers les partis traditionnels et favorisé l'émergence de partis plus radicaux.



1. Christoffer Green-Pedersen, « *The Growing Importance of Issue Competition: The Changing Nature of Party Competition in Western Europe* », *Political Studies*, vol. 55, n° 3, 2007, p. 607-628, <https://doi.org/10.1111/j.1467-9248.2007.00686.x>.

Une extrême droite unie, une gauche morcelée

L'extrême droite a parfaitement compris la puissance d'un projet simple, qui trace rapidement les contours de la société souhaitée. Le **sociologue Ugo Palheta**² met en évidence plusieurs caractéristiques de l'extrême droite contemporaine. Tout d'abord, celle-ci repose sur un récit du déclin, largement diffusé, selon lequel la société serait en train de s'effondrer sur les plans culturel, social ou même civilisationnel. Dans cette lecture, la responsabilité est attribuée à des ennemi-es désigné-es, internes ou externes, la gauche étant souvent ciblée. À cela s'ajoute une hostilité marquée envers les mouvements qui portent des revendications d'égalité (syndicats, féminismes, luttes antiracistes ou LGBTQIA+). Cette idéologie simpliste et partagée permet à l'extrême droite de s'unir de manière redoutablement efficace.

Contrairement à l'extrême droite, la gauche, dans la diversité de ses luttes, tend à se fragmenter en sous-courants qui s'ignorent parfois, voire se méprisent. Au micro de Lauren Bastide, dans son podcast *La Poudre*, l'écrivaine Virginie Despentes pose le constat suivant : « dans les milieux activistes militants de gauche de toute sorte, j'ai l'impression qu'on use beaucoup de notre énergie et de notre intelligence analytique à se taper les uns sur les autres et les unes sur les autres avec une grande agressivité ».³

ACCÉDEZ
AU PODCAST
VIA CE
QR CODE.



Lutter contre la décredibilisation

Dans de rares occasions, la gauche européenne est parvenue à s'unir et à mettre sur la table une proposition crédible et ambitieuse. Une autre bataille commence alors ; celle de la défense du projet dans l'espace médiatique.

La culture du clash et les stratégies de décredibilisation mises en place dans certains médias, largement détenus en France par de grands groupes privés proches de l'extrême droite, ont tué dans l'œuf des projets de société promoteurs. On peut penser par exemple au programme de **la Nupes**⁴, porté en

France par l'union des gauches lors de l'élection de 2022 et soutenu par des économistes mondialement reconnus comme **Julia Cagé** et **Thomas Piketty**. De façon générale, le contexte médiatique met en lumière les écarts de moyens entre gauche et droite, notamment liés au soutien de milliardaires, dans la promotion de leurs idées politiques. Un procédé courant de décredibilisation consistant à qualifier d'irréalistes toute proposition de changement social profond.

L'Espagne : une gauche à contre-courant

Dans un contexte où les propositions de gauche sont souvent qualifiées comme utopistes, certains pays font figure d'exception. Aux élections législatives de 2023, l'union de la gauche espagnole a fait front pour empêcher une majorité parlementaire de la droite (PP) et de l'extrême droite (Vox). Cette coalition de l'union de gauches (PSOE & Sumar) a permis de briser la pensée de l'irréalisme de gauche, en mettant en œuvre des réformes concrètes : **hausse du salaire minimum de 60%⁵ depuis 2018, encadrement des loyers dans les zones où la demande de logement est très forte, extension du revenu minimum vital et régularisation de près de 500 000 migrant-es.**⁶

Autant de lois sociales qui ont permis de regagner la confiance en répondant aux besoins réels des citoyen-nes. À l'international, P. Sánchez a su forger une « nouvelle aura », défendant une diplomatie des droits humains et positionnant l'Espagne comme un phare progressiste dans un contexte internationalement tendu. Ici, il ne s'agit pas d'un modèle parfait ni directement transposable, mais cela montre qu'une gauche unie peut restaurer la confiance dans les institutions et offrir une alternative crédible et inclusive, sans laisser personne de côté.

Faire front par la joie

Il n'existe pas de remède miracle pour refonder la gauche mais une conviction demeure : ce n'est que dans l'action collective que pourront se construire des réponses aux dérives autoritaires et aux débâcles antidémocratiques.

Face aux crises sociales, écologiques et démocratiques qui s'entrecroisent, il devient urgent de replacer l'empathie au cœur des mobilisations, et de combattre ensemble les violences structurelles et les logiques d'un impérialisme délétère, afin de faire société de façon juste (et plus joyeuse). Comme le rappelle Jürgen Habermas, « *l'agir communicationnel vise l'entente plutôt que la domination* »⁷. Cette conception met en lumière l'importance du dialogue et de la reconnaissance mutuelle ; elle permet de coordonner l'action sociale sans recourir à la violence et constitue l'un des piliers d'une démocratie délibérative vivante et saine.

Le recueil de textes *Pour la joie*⁸ et le dernier paragraphe de *Résister*⁹ de Salomé Saqué, intitulé *Cultiver la joie*, défendent tous les deux le même point de vue. **Elles mettent en avant la puissance politique de la joie, la nécessité de la réhabiliter en tant que force positive, au sein de nos engagements politiques et militants.** Peut-être est-ce l'ingrédient déterminant qui manque encore aux projets pour s'opposer à celui de l'extrême droite ? La résistance peut être aussi un espace de dialogue, de fête et de réjouissance. Après tout, il est peut-être temps pour la gauche d'essayer ?

Déborah Lozano et Louis De Man

2. Ugo PALHETA « *Extrême droite : la résistible ascension* », Paris, La Découverte, 2024.

3. Lauren BASTIDE, *La Poudre, épisode (2/2)* », podcast de Virginie Despentes, 31 août 2022.

4. NUPES : acronyme de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale - coalition de partis de gauche et écologistes en France.

5. OECD, *OECD Economic Surveys: Spain 2025*, OECD Publishing, Paris, 26 novembre 2025 : https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2025/11/oecd-economic-surveys-spain-2025_cd5c7d04/abc5c435-en.pdf

6. The Guardian "Spain approves decree to regularise half a million undocumented migrants" 27 janvier 2026 : <https://www.theguardian.com/world/2026/jan/27/spain-decree-regularise-undocumented-migrants>

7. Nicolas Tenaillon, L'« agir communicationnel » chez Habermas, c'est quoi ?, www.philomag.com/articles/lagir-communicationnel-chez-habermas-cest-quoi

8. Kiyémis, *Pour la joie*, Éditions Divergences, 2021.

9. Salomé Saqué « *Résister* » Éditions Payot, 2024.



Portrait de Léopold Verlaine Corbion, chercheur en sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles (ULB)



La question du mensonge en politique

Le mensonge en politique s'impose aujourd'hui comme une problématique centrale des démocraties contemporaines. Dans un contexte marqué par la circulation massive de l'information, la désinformation et la défiance envers les institutions, Léopold Verlaine Corbion interroge directement le fonctionnement de la démocratie représentative et, plus précisément, le contrat de confiance entre citoyen·nes et responsables politiques.

En tant que chercheur en sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles (ULB), ses travaux s'inscrivent dans cette réflexion. Ces derniers analysent, entre autres, la *Lying Bill*. **Une proposition de loi débattue au parlement gallois en 2024 visant à encadrer, voire sanctionner, les déclarations mensongères des élu·es et candidat·es politiques.** Ce cas constitue un terrain d'étude inédit pour interroger les frontières entre vérité, responsabilité politique et liberté d'expression.

Définir le mensonge politique

Le mensonge politique ne se limite pas à une erreur ou à une approximation. Il désigne une rupture du lien de confiance démocratique, lorsque des responsables politiques diffusent volontairement des informations fausses dans l'espace public.

Dans la proposition galloise, trois critères permettent de caractériser un mensonge sanctionnable : **la fausseté factuelle d'une déclaration, la connaissance de cette fausseté et l'intention de tromper.** Cette définition vise à exclure les simples erreurs ou les promesses électorales non tenues, afin de limiter l'encadrement aux cas de désinformation intentionnelle.

La difficulté principale réside dans la distinction entre mensonge, erreur et interprétation politique, **une frontière souvent floue dans la pratique du débat démocratique.** Elle est d'autant plus sensible que les responsables politiques disposent de ressources importantes pour vérifier les informations qu'ils diffusent, ce qui renforce leur responsabilité.

Pourquoi encadrer le mensonge en politique ?

La réflexion sur une régulation du mensonge s'inscrit dans un contexte de transformation de l'espace public. **La désinformation se diffuse à grande échelle, notamment via les réseaux sociaux, où la rapidité de propagation dépasse souvent les capacités de vérification.**

Cette dynamique fragilise la capacité des citoyen·nes à distinguer le vrai du faux, alimente la méfiance envers les institutions et contribue à la polarisation du débat public. Elle complique également le travail des acteur·rices politiques, confronté·es à un environnement informationnel instable.

Les outils traditionnels comme le *fact-checking* montrent leurs limites, car corriger une fausse information demande plus de temps et de ressources que la produire. Dès lors, une partie du débat consiste à envisager des mécanismes agissant en amont, notamment en renforçant la responsabilité des responsables politiques dans leurs prises de parole.

Le cas gallois : entre expérimentation et tensions

La *Lying Bill* constitue une tentative originale de réponse à ces enjeux. Elle propose deux approches principales.

La première repose sur un système d'exclusion politique combinant décision parlementaire et vote citoyen dans la circonscription concernée. Un·e élu·e ou un·e candidat·e reconnu·e coupable de mensonge pourrait être révoqué·e ou disqualifié·e. Ce dispositif renforce la participation citoyenne, mais soulève plusieurs questions, notamment celle de l'impartialité, dans la mesure où les élu·es pourraient participer à leur propre évaluation. Il pose également la question de la qualité et de la fiabilité de l'information accessible aux citoyen·nes, condition essentielle pour garantir un jugement éclairé.

La seconde approche est plus contraignante : elle consiste à criminaliser

certaines formes de mensonge politique intentionnel. Cette option soulève des débats importants sur la liberté d'expression et sur la capacité du droit à encadrer des pratiques discursives propres à la sphère politique.

Limites et enjeux

Plusieurs obstacles se posent à une telle régulation. Le premier est politique : un consensus inter-partisan est indispensable pour éviter toute suspicion d'instrumentalisation. Le second est juridique : définir précisément le mensonge politique sans empiéter sur la liberté d'expression reste complexe.

Enfin, un enjeu plus structurel concerne la confiance démocratique elle-même. Dans un contexte de défiance croissante, toute réforme doit s'accompagner de transparence et d'une implication réelle des citoyen·nes, sans quoi elle risque de produire l'effet inverse de celui recherché.

Une question démocratique ouverte

Au-delà du cas gallois, la question du mensonge en politique renvoie à un enjeu plus large : **Comment garantir un espace public fondé sur des faits partagés sans restreindre le débat démocratique ?**

Le mensonge en politique est avant tout une arme de destruction massive que la droite fasciste et l'extrême droite utilisent pour brouiller le réel, asseoir un discours raciste, classiste, misogyne et déployer des politiques publiques qui détruisent chaque jour un peu plus notre tissu social et les mécanismes solidaires à la base même de notre projet consistant à « faire société ».

Les travaux de Léopold Verlaine Corbion participent à cette réflexion en explorant les conditions d'une responsabilité accrue des acteur·rices politiques face à la désinformation. Ils interrogent ainsi les équilibres contemporains entre vérité, confiance et liberté dans les démocraties.

BRÈVES

Apéros littéraires au Parc du Cinquantenaire

Cet été, prenons le temps de lire, penser et échanger ensemble à travers trois arpentages collectifs.

Dates & livres :

- **Mercredi 8 juillet | 14h - 17h**
Le Grand Échiquier - Zbigniew Brzezinski
→ Géopolitique, rapports de force mondiaux
- **Mercredi 22 juillet | 14h - 17h**
Femmes, race et classe - Angela Davis
→ Lutttes féministes, antiracisme et émancipation
- **Mercredi 19 août | 14h-17h**
La troisième voie du vivant - Olivier Hamant
→ Écologie, performance et alternatives de société

Au programme : Arpentage littéraire, discussions ouvertes, grignotages et moment convivial.

Parc du Cinquantenaire, Bruxelles
Gratuit, inscription obligatoire.



derrière la Guinguette Maurice

Contact : martin.rutsaert@justicepaix.be

JUSTICE & PAIX ORGANISE SON PREMIER PROCÈS FICTIF !

Le 3 juillet, dans le cadre de l'Arpente Festival, en collaboration avec la CNAPD et Agir pour la Paix, nous vous invitons à participer à une expérience immersive et citoyenne.

Pendant une soirée, prenez place au cœur d'une cour d'assises fictive.

Écoutez les témoignages. Analysez les preuves. Ressentez la tension des plaidoiries. Puis vient le moment décisif : délibérer et rendre votre verdict.

Coupable ? Non coupable ?

À vous d'en décider.

À quoi s'attendre ?

- Une expérience immersive et participative
- Un dilemme de société
- Des débats qui bousculent les certitudes

Infos pratiques :

Le vendredi 3 juillet 2026,
en soirée

À la Zinneke à Schaerbeek

Plus d'informations à venir.

Personne de contact :
louise.lesoil@justicepaix.be



Justice & Paix

FORMATIONS D'ÉTÉ : Un monde à comprendre *Conflits, ressources naturelles et héritages coloniaux*

Du lundi 29 juin au jeudi 2 juillet 2026 de 10h à 17h à Etterbeek, Justice & Paix vous propose un cycle de formations citoyennes pour mieux comprendre les enjeux du monde actuel et développer une lecture critique des grandes dynamiques contemporaines.

Vous pouvez vous inscrire à une ou plusieurs formations, selon vos intérêts.

- ▶ **29/06 : Comprendre les conflits internationaux**
- ▶ **30/06 : Conflits & ressources naturelles**
- ▶ **01/07 : Décolonisation : entre mémoire et Réconciliation**
- ▶ **02/07 : De l'(hyper)consommation à la sobriété**

Inscription obligatoire. 12,5 € par formation et 37,5 € pour les quatre - repas inclus.

Si le coût représente un frein, n'hésitez pas à nous contacter : nous trouverons une solution ensemble.

Infos et inscriptions : oussama.boufrakech@justicepaix.be

PLUS D'INFOS
VIA CE
QR CODE.



ABONNEMENT DE SOUTIEN

AU "POUR PARLER DE PAIX"
JUSTICE & PAIX

À PARTIR DE 15 €

À VERSER SUR LE COMPTE
BE30 0682 3529 1311

Communication: DON PPPX

DONS

Soutien financier : déductible
fiscalement à partir de 40€ par an.

À verser au compte BE30 0682 3529 1311
avec la mention "DON".

Pour tout renseignement à propos d'un don ou
d'un legs, merci de bien vouloir prendre contact :
Tél. +32 (0)2 896 95 00
samia.mhaoud@justicepaix.be



CONTACTS

Alda Greoli, *présidente*

Quentin Hayois, *secrétaire général*

Samia Mhaoud, Patrick Balemba, Martin Dieu, Alejandra Mejia,
Emmanuel Tshimanga, Clara Gobbe, Laure Didier,
Anisoara Tulvan, Astrid N'Singa, Martin Rutsaert, Louise Lesoil
et Oussama Boufrakech, *permanent-es*

Volontaires ayant collaboré à ce numéro :

Laure Mahieu, Alex Loué, Marina Muvughe, Déborah Lozano,
Philippe Kamitatu Etsu, Mathieu Stock, Louis De Man.

Design : www.acg-bxl.be

Dessin : <http://lucilevanlaecken.com/>

N'hésitez pas à nous contacter !

Commission Justice et Paix
francophone de Belgique, asbl
Chaussée Saint-Pierre, 208
B- 1040 Etterbeek - Belgique

Tél. +32 (0)2 896 95 00
E-mail : info@justicepaix.be
[@justiceetpaix.bsky.social](https://facebook.com/justicepaix)

www.justicepaix.be

